N°28

échanges

la performance en revue

DOSSIER SPÉCIAL

LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT
FONT LA UNE

L'ÉVÈNEMENT

CÉRÉMONIE DES PRIX
QUALITE & PERFORMANCE

L'ACTU

L'ÉVOLUTION DES NORMES
ISO 9001 ET ISO 14001

Qualite Performance

MAGAZINE D'INFORMATION DU PORTAIL
DE LA QUALITÉ ET DE LA PERFORMANCE

ÉDITO

Par Xavier Quérat-Hément
Co-président France Qualité

Vive le « Made in Qualité » !

Le Made in Qualité est représenté en 2015 par plusieurs événements importants : la publication de normes ISO 9001 v2015, ISO 14001 v2015 et la série liée à la mesure et à l'audit des systèmes de management de l'énergie.

Dès 1987, est apparue la première série de normes ISO 9000 relative à la qualité puis dix ans plus tard apparaissait la série des normes ISO 14000 relative à la maîtrise environnementale.

En 2015, nous pouvons mesurer la perpétuelle adaptation des normes liées au management et à la performance des organisations. En effet l'ère initiale de « écrire ce que l'on fait » et « faire ce que l'on a écrit », avait laissé place à l'ère « établir et tenir à jour des procédures écrites ». Puis avec l'an 2000, la première révolution des systèmes de management se produisit avec le développement des concepts d'approche client et d'approche processus. A partir de 2005, la notion de système disparait au profit de la notion de management qui introduisit la politique et les objectifs du système de management. Les normes se sont développées en complément des exigences légales et règlementaires. Aujourd'hui l'enjeu pour les organismes est de développer un système de management intégré qui va rendre efficiente l'ensemble des démarches QSHE. Une simple juxtaposition des systèmes de management ne sera pas suffisante : nos organisations doivent repenser leur management pour qu'il devienne le trait d'union entre les domaines du système de management intégré. La fonction qualité dispose de l'expertise et des savoirs faire pour orchestrer la co-construction du système de management intégré avec l'ensemble des parties intéressées de l'entreprise.

Je suis convaincu que les métiers de la qualité pourront encore démontrer la valeur ajoutée engendrée par leur travail au sein de nos organisations.

échanges

Directeurs de la publication : Pierre Girault et Xavier Quérat-Hément
Coordinateur : Michel Cam
Comité de rédaction / lecture : Bernard Bousaada, Yaël Bouvier, Michel Cam, Yves Cannac, Gérard Cappelli, Laurence Chavanon, Audrey Chavas, Claudette Desmarescaux, Martial Godard, Pierre Gosset, Juliette Guesdon, Lise Harribey, Thomas Lejeune, Céline Meunier
Éditée par : France Qualité
Web : contact@francequalite.fr - www.qualiteperformance.org

FRANCE QUALITÉ PERFORMANCE

sommaire

4 LE DOSSIER
LES SYTÈMES DE MANAGEMENT FONT LA UNE

5 CONTEXTE
LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT : ACTUALITÉ BRÛLANTE ?

8 ÉCLAIRAGE
ISO 50001 : UNE DÉMARCHE RECONNUE COMME SOURCE DE PROGRÈS SUR LA DURÉE

11 POINT DE VUE
L'ISO 50001, UNE SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE…

14 TÉMOIGNAGES
DALKIA : ISO 50001, économies d'énergies et transition énergétique
APERAM : La certification ISO 50001
AIR FRANCE KLM : Le Groupe s'engage pour le climat
BORGWARNER : L'efficacité énergétique
LEGRAND : Un engagement réaffirmé

21 L'ACTU
ÉVOLUTIONS DES NORMES ISO 9001 ET ISO 14001

24 CÉRÉMONIE : LE 27 JANVIER 2016

Poursuivez la lecture sur www.qualiteperformance.org

le dossier

LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT FONT LA UNE

LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT ACTUALITÉ BRÛLANTE ?

Par le Groupe Communication de France Qualité

Un contexte pressant

« La France va présider et accueillir la 21ème Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21/CMP11), du 30 novembre au 11 décembre 2015. C'est une échéance cruciale puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous, pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. » Ainsi débute la définition officielle de la COP21 sur le site www.cop21.gouv.fr.
Nous noterons l'importance capitale de l'expression « applicable à tous », qui nous amène dans ce numéro d'Echanges à éclairer le sujet de la performance énergétique des entreprises.

Plus de la moitié des chefs d'entreprises se déclarent concernés par les enjeux climatiques de la COP21[1]. Et, d'après cette même étude, 78% ont déjà mis en œuvre des mesures en faveur de la préservation de l'environnement, principalement dans le domaine des déchets. La notion d'énergie semble être prise en compte à travers la limitation de l'éclairage (56%), du chauffage et de la climatisation (32%). Nous pouvons convenir que nous sommes encore loin de la transition énergétique souhaitée par le gouvernement, qui vient de promulguer une loi sur « la transition énergétique pour la croissance verte ». En vigueur depuis le 17 août dernier, ce texte fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français.

A cette actualité internationale et réglementaire, s'ajoutent les parutions des nouvelles versions des normes internationales de management : ISO 9001 et ISO 14001. « Mon entreprise est-elle prête ? Comment vais-je engager la transition entre l'ancienne et la nouvelle version ? Quelles vont être les conséquences et moyens à déployer ? »… Autant de questions qui agitent les organisations depuis la sortie des normes en septembre et auxquelles de nombreux ouvrages et articles apportent déjà des éléments de réponses (voir page 21).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le management de la performance - énergétique, environnementale et même globale - est fortement challengé au sein des organisations.

C'est pourquoi nous souhaitons dans ces pages apporter des éléments de compréhension aux organisations.

lire la suite p.6

[1] *2ème édition du Baromètre AXA des préoccupations des chefs d'entreprise : http://bit.ly/barometre-AXA*

suite de la p.5

Des capacités d'actions plurielles

Concernant l'énergie, un des principes de la COP porte sur la notion de « responsabilités communes mais différenciées ». Il s'agit de « structurer l'effort collectif de lutte contre le dérèglement climatique en distinguant les pays en fonction de leur responsabilité historique et de leurs capacités. » On peut alors transposer cette analyse à l'intérieur d'un pays où l'on va différencier les impacts et contributions possibles des pouvoirs publics, des citoyens, des entreprises… De nombreuses initiatives sont déjà développées par une diversité d'acteurs non gouvernementaux, regroupée au sein de ce qui est appelé l'Agenda des solutions : newsroom.unfccc.int/lpaa-fr/.

Il existe aussi depuis janvier 2015 le Hub des Solutions Climat, lancé dans le cadre du dispositif Solutions COP21 : www.solutionscop21.org. L'objectif est de montrer à un large public les multiples produits, services, process et innovations existants et en projet à travers le monde. Les entreprises sont actives avec 163 solutions recensées en France.

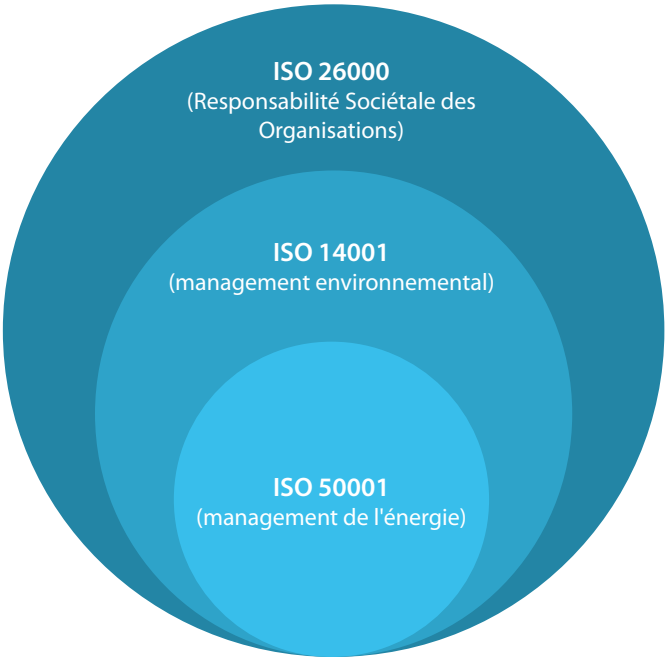
Le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie partage quant à lui une boîte à outils pour les entreprises en vue d'accompagner leur transition énergétique. De nombreux appels à projets ont été lancés et à titre d'exemple, 109 projets sont engagés au titre des démonstrateurs de la transition énergétique et écologique, pour un montant de soutien total de 837 millions d'euros.

Ce ne sont donc pas les idées ni les sources d'inspirations qui manquent, mais plutôt la méthode pour accompagner l'entreprise dans cette transition.

Vers une cohérence des normes

Nous l'avons vu, la transition énergétique est un des enjeux majeurs pour les entreprises du 21ème siècle. Cela recouvre notamment les bâtiments, les transports et la qualité de l'air, l'économie circulaire, les énergies renouvelables... Et au défi climatique, s'ajoutent les défis technologique et managérial. Faire évoluer les process, adapter voire renouveler les équipements, former et faire participer les équipes à ces changements, sont autant de challenges à relever. Fort heureusement, les méthodes d'accompagnement existent, et comme souvent, l'entreprise ne part pas de zéro, contrairement à ce qu'elle peut penser.

Pour ce qui est du management de l'énergie à proprement parler, il existe la norme ISO 50001, qui fait l'objet d'articles et de témoignages à suivre dans cette revue.



POUR ALLER PLUS LOIN...

La boîte à outil pour les entreprises

http://www.developpement-durable.gouv.fr

Et bien souvent, la question de l'énergie est soulevée dans le cadre d'une démarche plus globale de recherche de performance environnementale (thématique traitée par la norme ISO 14001). Cette dernière étant elle-même abordée lorsqu'une organisation est engagée pour le développement durable via la norme de responsabilité sociétale ISO 26000, qui fait du réchauffement climatique un enjeu majeur.

L'ensemble des normes de systèmes de management ISO (50001 et les dernières versions 9001 et 14001) repose sur une structure commune, dite HLS (High Level Structure - de haut niveau). Elle s'articule ainsi autour d'un même sommaire et d'un lexique commun : une standardisation qui vise à les rendre compatibles entre elles (Voir encadré). Une même entreprise peut ainsi plus facilement passer d'une norme à l'autre, ou ajouter une norme à son système de manière plus fluide et opérationnelle. Cette interconnexion est au service de la performance durable et responsable des organisations.

Alors, certes le contexte actuel peut être vécu comme anxiogène, mais il est avant tout propice à l'innovation et à l'amélioration continue. C'est pourquoi, à travers des points de vue d'experts, des témoignages et des retours d'expériences, ce n°28 d'Echanges met le cap sur ces systèmes de management qui font l'actualité … et l'avenir des entreprises !

ZOOM SUR…

La structure HLS

Voici le sommaire commun aux normes répondant à la structure HLS :

1. Domaine d'application
2. Références normatives
3. Termes et définitions
4. Contexte de l'organisme
5. Leadership et engagement
6. Planification
7. Processus support
8. Processus opérationnels
9. Évaluation des performances
10. Amélioration

Les 3 premiers points sont généraux et sans exigences. Les suivants s'intègrent au modèle PDCA (Plan: 4,5,6; Do: 7, 8; Check: 9; Act: 10).

Source : http://www.qualitiso.com/hls-high-level-structure/

FRANCE QUALITÉ PERFORMANCE BOURGOGNE

En route vers la Performance Énergétique en Bourgogne

L'AFQP Bourgogne anime depuis peu une opération collective visant à aider les organismes privés et publics à mettre en place un système de management de l'énergie selon la norme ISO 50001.

En partenariat avec l'ADEME Bourgogne et le Groupe AFNOR, cette opération vise à concourir à l'amélioration de la productivité et au développement de la compétitivité des entreprises, grâce notamment à la réduction de la facture et de la dépendance énergétique.

Pour cela, la démarche se déroule en 7 étapes.

1- Formation technique et managériale au management de l'énergie pour prendre ne charge le management de l'énergie et piloter les gains

2- Cinq jours d'audit énergétique en vue de construire un plan d'actions chiffré de performance énergétique

3- Près de deux jours d'audit du système sur la base du référentiel ISO 50001 pour identifier le niveau de conformité de l'organisation à l'ISO 50001 et rédiger un plan d'action adapté

4- Quatre jours d'accompagnement par un expert pour aider à construire le système de management de l'énergie et à mettre en place le plan d'actions technique

5- Des réunions collectives pour échanger et partager son expérience avec les autres structures engagées dans l'action, pour un total de plus de trois jours

6- Près de deux jours d'évaluation de la démarche réalisés par un auditeur qualifié afin de s'assurer que les entreprises sont prêtes à passer l'audit de certification ISO 50001 tierce-partie

7- Une journée de valorisation des entreprises engagées et des résultats obtenus grâce à un colloque de clôture et un dispositif de communication.

Du début à la fin, l'entreprise est accompagnée mais aussi soutenue financièrement. En effet, selon sa taille, elle peut bénéficier d'une prise en charge par l'ADEME de 50 à 70% du coût total de l'opération.

Votre contact au sein de l'AFQP Bourgogne :
Marie JAUGEY FERNANDES – 06 89 63 53 06

éclairage

ISO 50001 : une démarche reconnue comme source de progrès sur la durée

Par Catherine MOUTET, Responsable d'AFNOR Energies

L'énergie est au cœur des débats concernant les engagements planétaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Production et consommation énergétiques sont en effet à l'origine des deux tiers des émissions mondiales et ce secteur demeure de ce fait une priorité en termes d'actions de réduction des émissions de GES.

L'efficacité énergétique représente à elle seule 40 % du potentiel de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2050 pour limiter la hausse des températures à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Comme le souligne l'Agence Internationale de l'Énergie, depuis 1990 les investissements dans l'efficacité énergétique dans les pays de l'OCDE ont évité 5 700 Md de dollars (US$) de dépenses liées à l'énergie tout en apportant aux consommateurs d'autres bénéfices en termes de qualité de l'air, de sécurité énergétique ou encore de compétitivité des entreprises[1]. Dans ce contexte, la performance énergétique représente un objectif de tout premier plan pour les organisations.

La norme NF EN ISO 50001 « Systèmes de management de l'énergie - exigences et recommandations de mise en œuvre » a été rédigée collégialement par des experts de l'efficacité énergétique en provenance d'une cinquantaine de pays à travers le monde. Il en a résulté un outil d'accompagnement opérationnel des organismes de toutes tailles (entreprises, autorités ou institutions de droit public ou privé) vers une maîtrise de leurs consommations et l'amélioration de leur performance énergétique. Publiée le 15 juin 2011 par l'ISO, cette norme a été reprise à l'identique par les organismes de normalisation européens CEN et CENELEC, puis au niveau national par l'AFNOR en novembre 2011.

La pertinence de cette norme pour accéder aux potentiels d'économie d'énergie dans les grandes entreprises et les PME est reconnue par les autorités de Bruxelles. En effet, la norme ISO 50001 est, aux côtés de la norme EN 16247-1 « Audits énergétiques - Exigences générales », citée dans la directive sur l'efficacité énergétique 2012/27/UE en relation avec son Article 8 « Systèmes de management de l'énergie et audits énergétiques ». Cet article prévoit la réalisation d'un audit énergétique dans les grandes entreprises au plus tard le 5 décembre 2015, puis tous les quatre ans. La certification selon la norme ISO 50001 est un moyen, prévu par la directive, pour répondre à cette exigence.

> « La pertinence de cette norme pour accéder aux potentiels d'économie d'énergie dans les grandes entreprises et les PME est reconnue par les autorités de Bruxelles. »

En France où près de 5000 entreprises sont concernées par l'obligation d'audit énergétique, les dispositions de l'article 8 de la directive 2012/27/UE ont été transposées en droit national au niveau législatif par l'article 40 de la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (loi DDADUE) et au niveau réglementaire par deux décrets et un arrêté[2].

afnor energies

ISO 50001 - Caractéristiques principales

Cette norme reprend la structure de la norme ISO 14001 sur le management environnemental : elle repose sur l'approche PDCA - Planifier, Mettre en œuvre, Vérifier et Agir - et s'appuie sur l'analyse des usages et consommations énergétiques pour identifier les secteurs d'usage énergétique significatif et les potentiels d'amélioration (figure 1).

Elle requiert que la direction s'engage à soutenir la démarche et définisse une politique énergétique adaptée. La direction devra en particulier désigner un représentant doté des compétences nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du système de management de l'énergie.

La norme fixe comme priorité l'amélioration continue de la performance énergétique de l'organisme, objectif mesurable inscrit dans la durée, et vise le développement d'une comptabilité analytique de l'énergie.

Surveillance et mesurage sont au cœur de la démarche : la définition et la mise en œuvre d'un plan de mesure énergétique, adapté à la taille et à la complexité de l'organisme, est une exigence de la norme tout comme la définition de la situation énergétique de référence et d'indicateurs de performance énergétique issus de la revue énergétique (celle-ci s'apparente à un audit énergétique).

Outre intégrer la performance énergétique parmi les critères d'évaluation des offres lors de l'achat d'équipements, de matières premières et de services, la norme demande également que l'organisme prenne en compte les opportunités d'amélioration lors de la conception ou la rénovation d'installations, équipements, systèmes et processus pouvant avoir un impact significatif sur la performance énergétique.

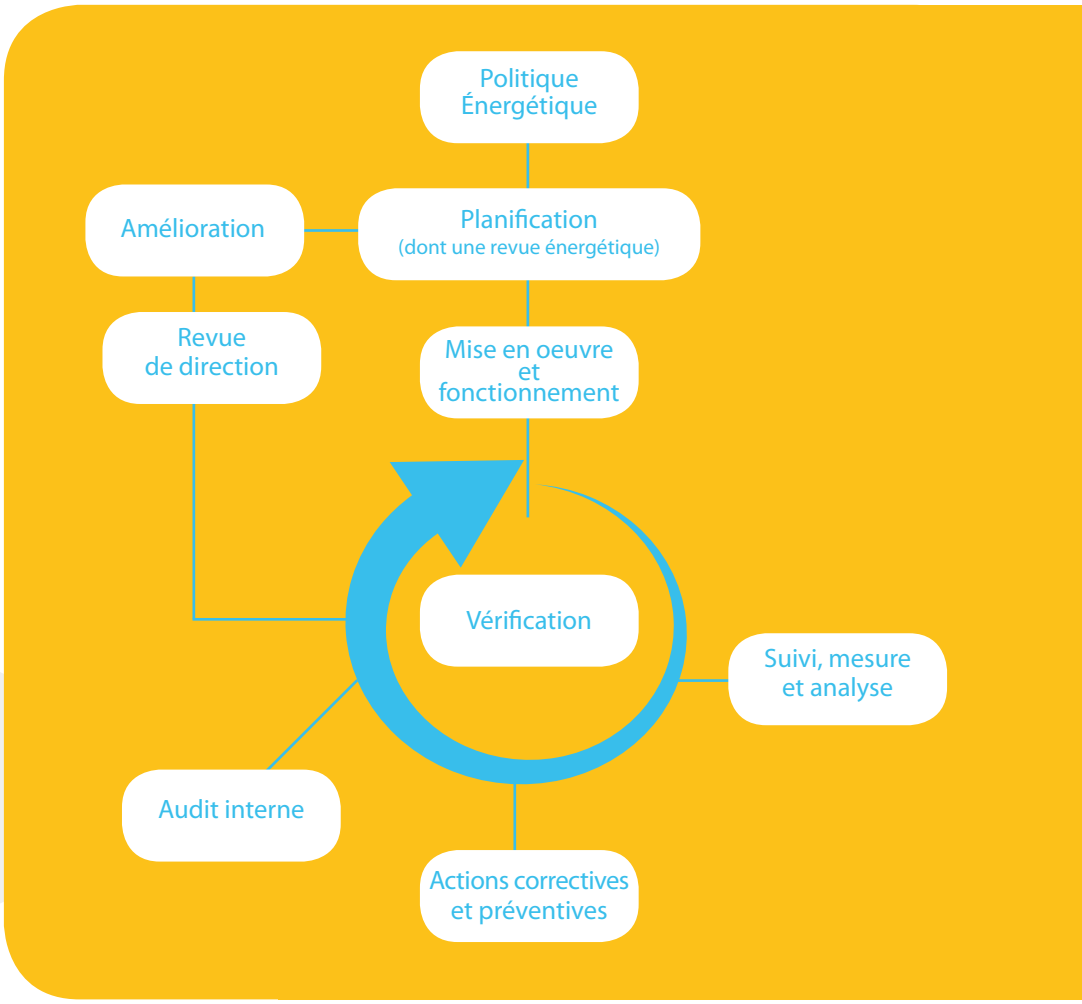


Figure 1

La référence mondiale sur le management de l'énergie

Dans son rapport 2008 présentant 25 recommandations pour des politiques d'efficacité énergétique, l'Agence Internationale de l'Energie rapporte qu'au sein de l'OCDE, l'adoption de pratiques de management de l'énergie par les industries fortes consommatrices permet d'économiser de 5 à 22 % d'énergie finale. Suite à la recommandation 6.3 sur le management de l'énergie, l'agence a publié un guide pour des programmes gouvernementaux dans ce domaine, lequel fait largement référence à la norme ISO 5001[3].

L'ISO (Organisation Internationale de Normalisation) rapporte l'existence, fin 2014, de près de 7000 certificats à travers le monde dont plus de 80 % en Europe et 15 % en Asie[4]. En Europe, c'est l'Allemagne qui est le leader avec 3400 certificats. Ce déploiement important de la norme est lié à une politique volontariste de réduction des consommations des entreprises les plus énergivores et se traduit par de fortes incitations pour ces sociétés à mettre en œuvre des démarches ISO 50001.

Royaume-Uni, Espagne, Italie et France affichent un nombre de certificats entre 250 et 400, non négligeable compte tenu de la récente publication de la norme. La mise en œuvre de l'ISO 50001 en France bénéficie depuis 2012 d'une mesure incitative via la bonification de certificats d'économies d'énergie obtenus pour des opérations réalisées dans le périmètre du système de management certifié. Ce mécanisme se termine fin 2015 et une autre forme d'incitation devrait le remplacer à partir du 1er janvier 2016.

Une démarche recommandée, source de progrès sur la durée

Le groupe AFNOR se mobilise depuis plusieurs années avec ses partenaires sur un programme de normalisation européen et international portant sur le management de l'énergie et le calcul, la mesure et vérification des économies d'énergie.

Depuis la publication de la norme ISO 50001, il a en outre engagé de nombreuses actions de communication et sensibilisation aux avantages de la démarche (ex. Tour de France ISO 50001 en partenariat avec l'ATEE, ateliers en région, interventions lors de colloques, …). En octobre 2014, il a publié une première étude des retours d'expériences d'entreprises françaises ayant mis en place un système de management ISO 50001. Un an plus tard, une seconde analyse de démarches de performance énergétique à travers le monde est rendue publique. Cette nouvelle étude, réalisée auprès de 78 organismes certifiés ISO 50001 dans 6 pays, délivre des conclusions positives quant à l'utilisation de la norme[5].

89% des utilisateurs sont satisfaits et 95% la recommandent vivement. Concrètement, la norme ISO 50001 fournit aux entreprises les clés d'une démarche collective de progrès leur permettant de faire rapidement des économies.

Parmi les éléments déclencheurs les plus cités figurent l'obtention de la certification, la nécessité de faire des économies via une gestion optimisée de l'énergie, la stratégie de l'entreprise ou encore l'existence d'incitations financières publiques à se lancer dans la démarche.

La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre est un déclencheur pour deux établissements sur cinq, et une motivation importante pour la moitié d'entre eux. La valorisation de l'image de l'entreprise et la communication externe ne constituent pas un déclencheur à ce stade, mais demeurent une motivation importante pour près de trois établissements sur cinq.

Parmi les bénéfices observés : 95% des entreprises considèrent l'ISO 50001 comme est un outil pour mieux identifier les zones de consommation d'énergie et 75% comme un levier pour améliorer les marges. 85% la perçoivent comme un vecteur de progrès sur la durée et 76% comme un levier pour la montée en compétences du personnel.

Pour plus des deux tiers des établissements interrogés, les budgets mobilisés pour la démarche sont considérés comme négligeables ou peu élevés au regard des bénéfices apportés. Un tiers de ceux qui se prononcent sur la question ont vu les résultats dépasser leurs espérances. Pour quasiment tous les autres, les bénéfices financiers sont en phase avec les estimations.

Parmi les établissements qui sont suffisamment matures pour mesurer leurs économies d'énergie, plus de 50% déclarent une économie sur leur facture énergétique comprise entre 5 et 30%.

L'étude mise à disposition fournit également des bonnes pratiques, partagées par les organismes certifiés.

[1] *IEA - Energy efficiency Market Report 2015.*
[2] *Décret 2013-1121, décret n° 2014-1393 du 24 novembre 2014 et arrêté du 24 novembre 2014*
[3] *Policy Pathways : Energy Management Programmes for Industry, Publication de l'AIE et de IIP, avril 2012*
[4] *http://www.iso.org/iso/fr/home/standards/certification/iso-survey.htm*
[5] *Etude internationale, les pratiques de management de l'énergie d'organismes certifiés ISO 50001, Septembre 2015*

L'ISO 50001, une solution pour lutter contre le dérèglement climatique…

Or, il est difficile de faire adhérer à cette norme !

Par Lamia BRACI-BENAMMAR, Consultante en Qualité

Lamia BRACI-BENAMMAR, aujourd'hui consultante en Qualité, a remporté la première édition du Prix des Étudiants Qualité Performance en 2013 et a été évaluatrice du Prix France Qualité Performance en 2014 et 2015.

Docteur en génie des procédés et hautes technologies de l'UPMC depuis 2010, Elle s'est spécialisée en 2013 en management de la qualité à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM) de ParisTech. Au cours de son stage de 6 mois, elle a intégré GRTgaz (filiale de GDFsuez, devenu Engie en avril 2015, groupe industriel énergétique français), plus précisément la Mission Qualité Sécurité Environnement. Sa mission portait sur la faisabilité de la certification ISO 50001 à l'échelle de l'entreprise. Ses travaux se sont intéressés à la détermination de la manière dont GRTgaz pouvait appliquer cette norme sur l'ensemble de ses activités pour être encore plus performante sur le plan environnemental. Au total, l'application de la norme ISO 50001 permettrait à l'entreprise de doubler les gains des certificats d'économie d'énergie obtenus chaque année. Cependant, depuis la 3ème période des CEE : article 5 de l'arrêté du 29 décembre 2014, ces gains des CEE sont multipliés par 1.2 au lieu de 2.

Lamia BRACI-BENAMMAR nous livre ici son regard engagé d'experte et revient sur son expérience du projet de certification ISO 50001 au sein de GRTgaz.

En décembre 2015 à Paris, le monde aura rendez-vous avec l'avenir de la planète. La France va accueillir et présider la 21ème Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 : la COP21, aussi appelée « Paris 2015 », du 30 novembre au 11 décembre 2015. Le 12 décembre prochain, nous aurons un plan qui doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial à 2°C. L'énergie est une cause de ce dérèglement climatique dans le cas de la pollution de l'énergie fossile mais l'énergie est aussi une solution à ce problème lorsqu'il s'agit de l'énergie renouvelable.

La France a aujourd'hui une responsabilité d'être exemplaire dans son engagement contre le dérèglement climatique. Afin de prouver qu'il est possible d'agir efficacement, elle a adopté la loi sur la transition énergétique, donc changer son modèle énergétique pour une croissance verte.

Le 26 novembre 2014, Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, a annoncé la publication du Journal Officiel du décret qui prévoit la réalisation d'un audit énergétique obligatoire tous les 4 ans pour les grandes entreprises. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation.

Qu'est-ce qu'un audit énergétique ?

Selon la norme NF EN 16247-1 publiée en 2012, c'est un examen et une analyse méthodiques de l'usage et des consommations énergétiques d'un site, d'un bâtiment ou d'un organisme. Ainsi, selon le projet de décret, toute entreprise de plus de 250 personnes ou dont le chiffre d'affaires annuel excède 50 M€, doit réaliser un audit énergétique de ses activités avant le 5 décembre 2015 et le renouveler tous les 4 ans. Le périmètre de l'audit couvre 80% du montant des factures énergétiques de l'entreprise. Par dérogation, pour les audits réalisés avant le 5 décembre 2015, ce taux de couverture peut être ramené à 65%.

La certification ISO 50001 version 2011 dispense d'audit énergétique règlementaire. De quoi s'agit-il ? Cette norme a-t-elle d'autres intérêts ?

La norme ISO 50001 version 2011, publiée le 15 juin 2011 par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), est le résultat d'un consensus entre 61 pays. Elle reprend en partie des exigences de la norme européenne EN 16001, publiée le 1er juillet 2009. L'EN 16001 a d'ailleurs laissé place à l'ISO 50001. Selon l'ISO elle pourrait impacter 60% de la demande énergétique mondiale.

Intitulée « Systèmes de management de l'énergie: exigences et recommandations de mise en œuvre », cette norme a pour intention de « conduire à une diminution des émissions de gaz à effet de serre et autres impacts environnementaux associés et des coûts liés à l'énergie par la mise en œuvre méthodique du management de l'énergie ».

L'ISO 50001 peut s'appliquer aux organismes de tout type et de toute taille, quelles que soient les conditions géographiques, culturelles et sociales.

« Il est plus facile pour un organisme, d'intégrer le management de l'énergie à l'ensemble des efforts qu'il met en œuvre pour améliorer son management de la qualité et son management environnemental. »

La définition normative d'un système de management de l'énergie (SMÉ) selon la NF EN ISO 50001 est « l'ensemble d'éléments corrélés ou interactifs permettant d'élaborer une politique et des objectifs énergétiques ainsi que des processus et procédures pour atteindre ces objectifs ». Autrement dit, il s'agit pour les organisations de s'inscrire dans une démarche volontaire d'amélioration des performances énergétiques de leurs activités. Les systèmes de management donnent une méthodologie pour structurer la démarche sur le plan organisationnel d'une part, mais aussi en intégrant l'ensemble des acteurs de l'entreprise qui contribuent de manière positive ou négative à la consommation énergétique.

L'ISO 50001 se construit sur la base du cycle PDCA (Plan-Do-Check-Act). Cela permet à l'utilisateur d'améliorer en continu sa performance énergétique[1] - un modèle de système de management que l'on retrouve dans d'autres normes bien connues, dont ISO 9001 et ISO 14001. Ainsi, il est plus facile pour un organisme, d'intégrer le management de l'énergie à l'ensemble des efforts qu'il met en œuvre pour améliorer son management de la qualité et son management environnemental.

Afin de faciliter aux entreprises l'accès à la conformité de la norme, deux niveaux progressifs ont été conçus : le niveau 1 qui va de la revue énergétique à la formalisation du plan d'actions, et le niveau 2 qui demande à être conforme à l'ensemble des exigences de la norme.

Pourquoi choisir la certification ISO 50001 plutôt que l'audit énergétique ?

L'audit énergétique correspond à une « photographie » à un instant t des consommations, des usages et des potentiels d'amélioration des installations, équipements et activités d'une entreprise. De plus, la réglementation n'oblige pas les entreprises à mettre en œuvre un certain nombre d'actions d'amélioration de l'efficacité énergétique identifiées au terme de l'audit.

Le système de management de l'énergie, l'ISO 50001 permet quant à lui à l'entreprise de nombreux bénéfices :
- Améliorer en continu sa performance énergétique
- Améliorer son image : pour un acteur de l'énergie, un Smé (Système de Management de l'Énergie) est indispensable !
- Renforcer la compétitivité à long terme
- Assurer la rentabilité de l'entreprise par l'optimisation de son plan d'investissement
- Anticiper les contraintes réglementaires
- Réduire ses émissions de Gaz à Effet de Serre
- Limiter les risques liés à la fourniture d'énergie en diminuant sa dépendance énergétique
- Mobiliser son personnel et ainsi valoriser son savoir-faire

A noter que la réalisation d'un audit énergétique n'est pas obligatoire pour être certifié ISO 50001. Une entreprise assurant déjà un suivi régulier de ses consommations et de ses usages peut donc tout à fait s'engager dans une démarche de certification ISO 50001.

Malgré les points forts de l'ISO 50001, faire adhérer un organisme à la norme est un véritable défi !

Le succès de la mise en œuvre d'un système de management ou une nouvelle organisation dépend de l'engagement de chaque niveau hiérarchique et fonction de l'organisme et, en particulier, de la direction.

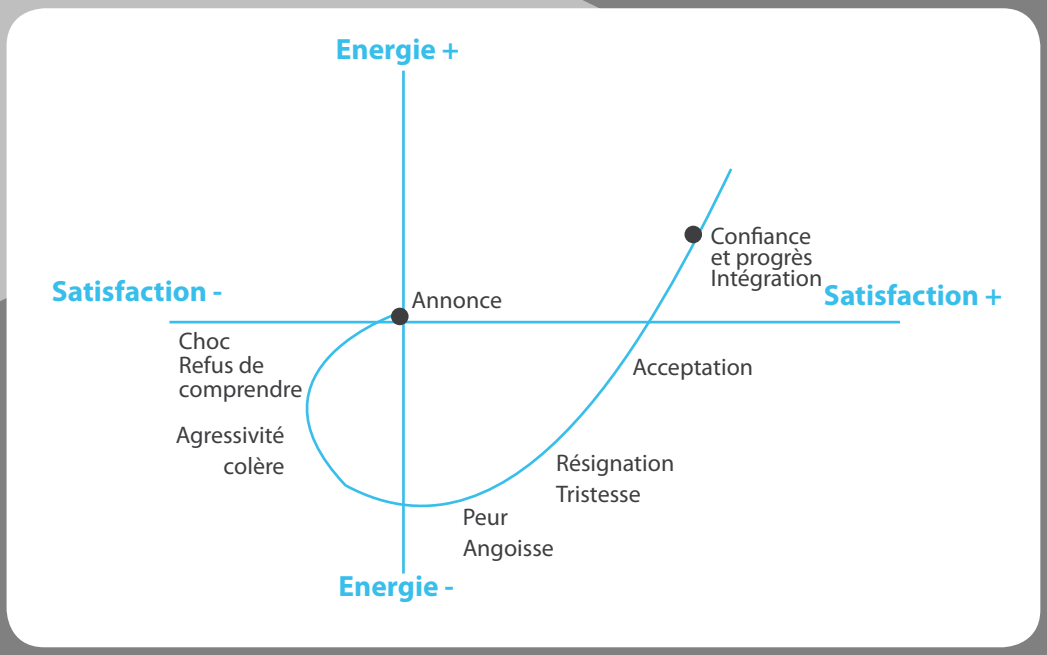
Dans un premier temps, nous croyons que le premier argument qui motive un organisme à la certification ISO 50001 est celui de répondre à la réglementation, comme l'audit énergétique obligatoire avant le 5 décembre 2015.

Prenons l'exemple de l'entreprise GRTgaz (GDF Suez), qui a suivi ce processus de changement, dans la cadre de l'adoption de la norme ISO 50001.

[1]**Performance énergétique :** résultats mesurables liés à l'efficacité énergétique, à l'usage énergétique et à la consommation énergétique.

Efficacité énergétique : ratio, ou autre relation quantitative, entre une performance, un service, un bien ou une énergie produits et un apport en énergie.

Usage énergétique : mode ou type d'utilisation de l'énergie.



Le processus de changement selon Gérard-Dominique Carton

[CARTON, 2011]

Dans le schéma ci-dessus, Gérard-Dominique Carton, expert en ingénierie du changement, présente les phases de changement sur deux axes : satisfaction et énergie.

Dans le cas de GRTgaz, le changement est la mise en place d'une nouvelle norme : l'ISO 50001. Sachant que les dernières années, l'entreprise est déjà passée par plusieurs évolutions dans son organisation (une certification ISO 9001, ensuite une certification ISO 14001 et enfin un nouveau système de management de l'entreprise), il était donc attendu et logique que l'adhésion à un nouveau changement s'avèrerait difficile.

Partant du principe présenté par M. Carton que tout changement non désiré par une personne va engendrer systématiquement chez elle le déroulement de cinq phases, avant de passer à la confiance et à l'adoption du changement annoncé, nous avons alors procédé par étapes. A commencer par la levée de plusieurs craintes concernant cette nouvelle certification : la première était son coût et la seconde était liée aux changements potentiels annoncés. C'est grâce à une étude de faisabilité intégrant une estimation détaillée des coûts et une définition précise des tâches, que nous avons pu atteindre la phase d'acceptation. C'est ainsi qu'en 2014, un audit énergétique a été réalisé sur un site pilote : un site de compression. Puis en 2015, l'entreprise a réalisé son audit interne du Système de Management de l'Energie selon la norme ISO 50001.

En conclusion

Une gestion efficace de l'énergie aide les organismes à réaliser des économies, à réduire leur consommation d'énergie et à faire face au réchauffement climatique. L'ISO 50001 guide les organismes, quel que soit leur secteur d'activités, dans la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie qui leur permettra de faire un meilleur usage de celle-ci. Si une entreprise peut à la fois contribuer à préserver la planète et à faire des économies, grâce à la norme ISO 50001, il n'y a pas d'hésitation à avoir. Comme le dit le secrétaire général des Nations unies, Mr Ban Ki-moon : « Il n y a pas de plan B parce qu'il n y a pas de planète B ».

témoignages

ISO 50001, économies d'énergies et transition énergétique

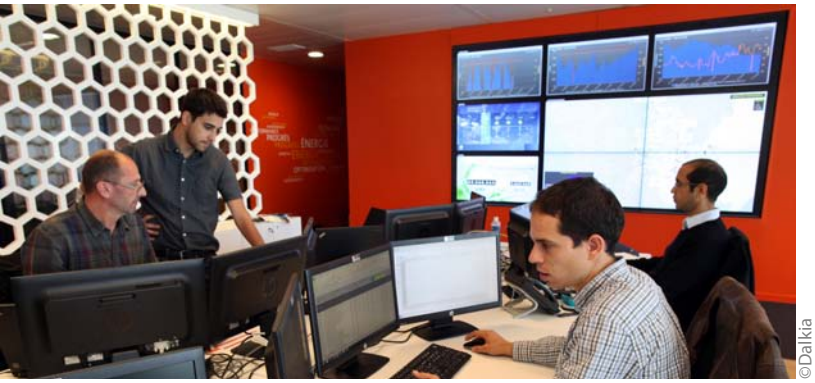
Par Valerie HAU, Responsable Qualité de Dalkia - Direction Opérations et Performance

La norme ISO 50001, référence mondiale dans le domaine de l'énergie depuis 2011, certifie les actions et les efforts d'amélioration de la performance énergétique de toute organisation, entreprise ou collectivité publique, engagée dans une démarche d'économies d'énergie. Cette norme fournit aux entreprises une méthodologie pour consommer moins et mieux. Dans le contexte de la COP21 qui mobilise l'ensemble des acteurs de la société sur la lutte contre les changements climatiques, cette certification est l'affirmation de l'engagement des organisations dans le domaine de l'efficacité énergétique.

« La mise en œuvre de notre système de management intégré s'est appuyée sur les interconnexions entre les normes ISO 50001, ISO 9001 et ISO 14001. »

Pour Dalkia, la gestion efficace de l'énergie est au cœur de ses métiers. Nous mettons en œuvre des solutions pour diminuer les consommations, baisser la facture énergétique de nos clients et valoriser les ressources locales et renouvelables des territoires.

Pour ce faire, nous promouvons auprès de nos clients des contrats de performance énergétique dont la gestion s'appuie sur nos DESC (Dalkia Energy Savings Center), plateformes intégrées permettant le pilotage à distance de l'efficacité énergétique des installations.



©Dalkia

Naturellement, Dalkia a engagé une démarche de certification ISO 50001 pour son propre périmètre d'activités. Précurseur dans son secteur, Dalkia est ainsi la première entreprise de services énergétiques en France à avoir été, dès juillet 2013, certifiée ISO 50001 sur un périmètre national prenant en compte plus de 27 000 installations. Notre objectif est d'améliorer sans cesse la performance énergétique des installations qui nous sont confiées et réduire ainsi l'empreinte carbone des territoires. En 2014, Dalkia a économisé 4,4 TWh d'énergie en France et 2,4 millions de tonnes de CO_2.

La mise en œuvre de la norme ISO 50001 chez Dalkia est basée sur son cycle de management de l'énergie. Elle s'appuie sur la modélisation des installations dont nous disposons dans nos outils. La prise en compte des équipements de chaque site géré nous permet d'identifier les aspects énergétiques significatifs et de définir les paramètres de suivi associés. Elle garantit ainsi la traçabilité et la vérification des performances énergétiques de chaque installation.

Au-delà de la planification énergétique, l'ISO 50001 participe à la performance environnementale globale de l'entreprise. Ainsi pour Dalkia, la démarche d'économies d'énergie constitue le fondement de ses engagements pour un développement durable des territoires. La mise en œuvre de notre système de management intégré s'est appuyée sur les interconnexions entre les normes ISO 50001, ISO 9001 et ISO 14001 nous permettant de consolider les exigences des référentiels Qualité, Environnement, Energie ainsi que Santé Sécurité (OHSAS 18001).

Aujourd'hui, répondre aux défis de la transition énergétique pour nos clients est un engagement que nous menons de front avec ceux liés à notre responsabilité sociétale d'entreprise. Procédures intégrées et indicateurs ciblés nous permettent d'apporter aussi bien à nos clients qu'à nos collaborateurs et partenaires, une expertise et une structure solide et homogène.

Nous accompagnons nos clients dans la mise en œuvre de l'ensemble de leur démarche d'efficacité énergétique. Notre expertise nous permet de proposer des objectifs énergétiques à la fois ambitieux et réalistes et de mettre en face les plans d'actions et de management de l'énergie adaptés.

La certification ISO 50001 chez APERAM

Par Pedro BAHADIAN BARDY, Plant Manager, APERAM Gueugnon

Aperam est un acteur mondial du secteur de l'acier inoxydable, de l'acier électrique et des aciers spéciaux qui exerce des activités dans plus de 40 pays. La société est structurée en trois segments : Acier Inoxydable et Aciers Electriques, Services et Solutions, et Alliages et Aciers Spéciaux.

Aperam a une capacité de production de 2,5 millions de tonnes d'acier inoxydable plat en Europe et au Brésil et est un leader dans des créneaux à forte valeur ajoutée comme les alliages et les aciers spéciaux. Aperam possède par ailleurs un réseau de distribution, de traitement et de services hautement intégré ainsi que des capacités inégalées pour produire de l'acier inoxydable et des aciers spéciaux à partir de biomasse (charbon de bois). Son réseau industriel est concentré dans six usines principales situées au Brésil, en Belgique et en France.

En 2014, Aperam a réalisé un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de dollars US et des expéditions d'acier de 1,81 million de tonnes.

Le site industriel de Gueugnon fait partie du segment Aciers Inoxydables et Electriques du Groupe. Il dispose d'outils en aval spécialisés sur les produits de décoration, échange de chaleur et produits blancs.

Un contexte de gestion durable de l'environnement et des ressources

Aperam s'engage à exercer ses activités de façon responsable dans le respect de la santé, de la sécurité et du bien-être de ses employés, de ses sous-traitants et des communautés dans lesquelles la société est présente. La société est également engagée sur la voie d'une gestion durable de l'environnement et des ressources.

En 2011, le Groupe Aperam a initié son programme « Leadership Journey » visant notamment la concentration de la production sur ses outils de production les plus compétitifs. Aperam a ainsi optimisé ses opérations en amont afin d'en accroître leur compétitivité et a, au même moment, réduit le nombre d'équipements en aval de 29 à 17 au cours des 3 dernières années tout en garantissant un même niveau de production et une plus grande efficacité énergétique.

En 2014, le Groupe Aperam a lancé une nouvelle tranche d'investissements de 112 millions $. Ces investissements visent l'amélioration des actifs les plus performants tout en réduisant leurs consommations énergétiques afin de suivre la demande des clients sans créer de nouvelles lignes de production ou d'équipements énergivores. En conséquence, notre impact environnemental s'est amélioré significativement et est estimé rester à un niveau comparable malgré la croissance organique escomptée de la société.

La motivation du site de Gueugnon d'être certifié ISO 50001 s'inscrit pleinement dans cette vision et est en phase avec le plan stratégique du Groupe.

> « APERAM a réduit le nombre d'équipements en aval de 29 à 17 au cours des 3 dernières années tout en garantissant un même niveau de production et une plus grande efficacité énergétique. »

Lancement de la démarche

Le site de Gueugnon a lancé sa démarche de qualification fin 2012 avec comme objectif une certification 18 mois plus tard. Cet objectif a été réalisé dans les délais après différentes étapes clés, comprenant la réalisation de la revue énergétique, la formalisation de la maîtrise opérationnelle, ou encore un audit à blanc par un auditeur qualifié.

Point de vigilance

Une attention toute particulière a été portée au déploiement de la politique énergétique et à l'implication des opérateurs, à la définition des autorités notamment sur les contrats d'exploitation, aux plans de maintenance des installations réalisés, à la vérification et à la maintenance du plan de comptage ainsi qu' à la veille réglementaire, réalisée avec la liste des textes concernant l'entreprise.

Exemples d'actions et résultats

Des actions avec retour sur investissement inférieur à un an ont été menées avec la mise en place de procédures de mise en veille des équipements, de maintenance adaptée des équipements et d'amélioration du suivi. Le site a également investi dans de nouvelles technologies permettant des économies d'énergie et des améliorations de rendements.

témoignages

Le Groupe Air France – KLM s'engage pour le climat

Propos recueillis par France Qualité auprès de Nathalie SIMMENAUER, Directrice environnement et développement durable, Air France

Air France KLM a pour mission de répondre à la demande croissante des Hommes de se déplacer partout dans le monde. Conscients des implications de son activité, l'entreprise s'engage, par des actions concrètes, pour la préservation de l'environnement et le progrès social.

Quels sont les principaux enjeux liés à votre activité ?

L'aviation ne représente que 2 à 3 % des émissions de CO2 d'origine humaine ; cependant, compte tenu des prévisions de croissance, cette part augmentera dans les vingt prochaines années.

Le transport aérien est le premier secteur à s'organiser au niveau mondial ; dès 2009, les compagnies de l'International Air Transport Association se sont engagées sur trois objectifs volontaristes :

• Améliorer l'efficacité énergétique d'1,5 % par an d'ici à 2020,

• Assurer une croissance neutre en émissions de CO2 à partir de 2020,

• Réduire de 50% les émissions de CO2 en 2050 par rapport au niveau de 2005.

Comment agissez-vous au sein d'Air France KLM pour atteindre ces objectifs ?

Afin de réduire notre propre impact, nous activons l'ensemble des leviers, relevant de notre responsabilité, dans le cadre d'un « plan climat » pluriannuel qui mobilise nos collaborateurs et l'industrie autour de plans d'actions ambitieux, comme :

• Moderniser notre flotte et contribuer à la recherche aéronautique,

• Rechercher les économies de carburant dans nos opérations vol et sol,

• Participer à la recherche sur les énergies alternatives,

• Financer des programmes de protection de l'environnement, notamment en finançant des programmes de reforestation,

• Permettre à nos clients de compenser les émissions de CO2 liées à leur voyage…

Par ailleurs, au niveau réglementaire, la responsabilité de trouver un accord mondial pour le transport aérien international est confiée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour fin 2016.

Air France – KLM participe activement à ces travaux et soutient le principe d'un mécanisme de mesures de marché, plus efficace qu'une simple taxation sous réserve qu'il soit simple, équitable, et que les fonds soient employés à la recherche et à la mise en œuvre de technologies bas carbone.

Depuis 2012, le transport aérien participe au système de permis d'émissions EU ETS, pour le périmètre des vols internationaux intra-européens.

Pouvez-vous nous citer des exemples de réductions ou d'économies ?

En 2014, la consommation du Groupe Air France-KLM était de 27,6 millions de tonnes de CO2 : en baisse de 3,9% par rapport à 2013 (en g/passager/km) et de 6.7% par rapport à 2011; en 2014, nos avions ont consommé en moyenne 3.45 litres au 100km par passager, soit -20% par rapport à 2002.

L'objectif d'Air France-KLM est de réduire d'ici 2020 ses émissions de CO2 de 20% par rapport à 2011.

A l'heure où le pétrole est sur le déclin, comment préparez-vous l'avenir ?

Malgré les contributions évoquées plus haut et comme aucune rupture technologique n'est envisagée avant la fin du siècle, nous sommes convaincus que l'utilisation de biocarburants aviation devra faire partie des solutions.

Néanmoins les filières de production de biocarburant sont encore rares et sous-dimensionnées. Aussi notre ambition est de contribuer à la mise en place d'une filière de biocarburants durables pour l'aviation en France et en Europe, respectant des critères environnementaux, sociaux et économiques exigeants.

KLM, pionnier dans l'utilisation de biocarburants, a réalisé 20 vols en 2014 vers Aruba et Bonnaire.

En Septembre 2014, Air France a lancé, avec le soutien de 14 partenaires, la « Lab'line for the future » : un vol hebdomadaire entre Toulouse et Paris-Orly alimenté au biocarburant dont l'utilisation permet de réduire les émissions de CO2 jusqu'à 80% par rapport à un carburant classique.

Air France-KLM s'engage aussi dans de nombreux autres projets pour faire avancer les recherches dans le domaine du Développement Durable, comme par exemple, le programme IAGOS qui assure une surveillance du climat et de la pollution atmosphérique, grâce à des instruments de mesure de l'atmosphère à bord d'un Airbus 340. Les relevés, à la disposition des scientifiques du monde entier, servent notamment à l'étude du cycle du carbone et à la vérification des émissions de CO2.

> **« Air France – KLM se mobilise pour construire le voyage de demain, un voyage que nous voulons attentionné, innovant et responsable. C'est un défi passionnant à relever pour chacun d'entre nous. »**
>
> **A. de Juniac, Président-directeur général Air France-KLM**

Nous sommes classés, depuis plusieurs années, leader de la catégorie « Transport aérien » ainsi que du secteur élargi « Transport » par le DJSI*, pour notre engagement et notre stratégie de développement durable.

AIRFRANCE

DJSI : Dow Jones Sustainability Index

témoignages

L'efficacité énergétique chez Borg Warner Tulle

Propos recueillis auprès de Didier CASTETS, Responsable Service Sécurité Environnement de BorgWarner Tulle

BorgWarner est un groupe américain, équipementier automobile d'environ 22 000 salariés dans 57 sites implantés dans 18 pays. (www.borgwarner.com)
Le groupe fabrique et commercialise des systèmes utilisés dans le compartiment moteur et le groupe motopropulseur, pour la majorité des constructeurs présents sur le marché automobile.
Le site de Tulle compte un peu plus de 500 salariés et produit des modules électrohydrauliques pour le pilotage de systèmes de boîtes de vitesses automatiques.
Le site de Tulle est certifié ISO 9001 & ISO TS 16949, ISO 14001, OSHAS 18001 et en attente de la délivrance de l'ISO 50001 obtenu à l'issue d'un audit de certification fin septembre 2015.

En quoi la thématique de l'énergie est-elle importante pour votre entreprise ? Quel est votre contexte énergétique ?

1,2 millions d'euros environ sont consacrés aux dépenses en lien avec l'énergie (consommation, gestion, …) pour le site de BorgWarner Tulle.

Le site consomme principalement de l'électricité pour ses équipements de production (ligne d'assemblage, centres d'usinage, bancs de test) et utilités (air comprimé, CVC [NDLR : Chauffage / Ventilation / Climatisation], …) et de l'eau chaude issue d'un réseau de chaleur externalisé, utilisé pour le chauffage des locaux.

Pourquoi et comment avez-vous engagé un projet d'efficacité énergétique ?

BorgWarner Tulle a décidé de mettre en place un management structuré de l'énergie pour prendre en compte les pistes de réduction de nos consommations et leurs impacts financiers, pour compléter la démarche environnement déjà engagée depuis de nombreuses années, et afin d'anticiper l'entrée en application de nouvelles réglementations.

La mise en place de ce management de l'énergie a été initiée en février 2013 par la nomination d'un représentant chargé de coordonner la démarche.

Désigné pour cette mission, j'ai dans un premier temps pris connaissance des pratiques existantes en participant à des réunions d'échanges, des conférences, en intégrant des groupes de travail dont le groupe Umotique mis en place par l'association d'entreprises Mécanic Vallée.

Il est clairement ressorti de ces diverses rencontres que la norme ISO 50001 est la référence pour mettre en place un management de l'énergie structuré et efficace.

Une équipe Énergie a alors été nommée sur le site pour participer à la définition et à la diffusion des mesures d'organisation.

L'opportunité proposée par la région Limousin de faire réaliser par un professionnel un diagnostic énergétique financé, a permis d'obtenir une photographie assez claire de nos usages énergétiques, ainsi que des opportunités d'amélioration de notre efficacité énergétique.

« Les corrections apportées par de simples réglages de consignes et de stratégie, donc sans investissement, ont permis d'obtenir une réduction de consommation de l'ordre de 24%. »

Ce diagnostic a été le déclencheur de nos projets énergétiques. Il a mis en lumière en particulier des consommations importantes hors activités (grâce à une campagne de mesures couvrant le 1er mai, jour sans aucune activité, qui a pourtant révélé des consommations de l'ordre de 50% de la consommation d'un jour de pleine activité), des manquements sur notre plan de comptage (plus spécifiquement sur le secteur de production) et des options techniques envisageables telles que de la récupération de chaleur sur les compresseurs d'air.

Il est rapidement apparu la nécessité de mettre en place des formations pour les membres de l'équipe Énergie. Formation à l'ISO 50001 pour le représentant énergie et pour la coordinatrice des systèmes de management. Ainsi qu'une formation technique aux basiques énergétiques

©BorgWarner

(air comprimé, CVC, moteur, éclairage, …), avec le CETIM, pour l'ensemble des membres de l'équipe.

Le site de BorgWarner Tulle a fait le choix d'aller vers une certification ISO 50001, mais en 2 temps.

Tout d'abord fin 2014, en faisant certifier la mise en place de la planification énergétique grâce à l'ISO 50001 Niveau 1. 2015 étant l'échéance choisie pour obtenir une certification complète. Ce timing a été volontairement décidé pour prendre en considération les diverses autres priorités existantes pour le site.

Quels résultats avez-vous obtenu ? Avez-vous des exemples concrets de réduction de consommation ?

Oui, la réduction de consommation sur les machines à laver par exemple : la mise en place d'un groupe de travail intégrant utilisateurs, techniciens de maintenance en particulier a permis, par le biais de campagnes de mesures spécifiques de mettre en avant une inefficience dans la régulation de températures. Les corrections apportées par de simples réglages de consignes et de stratégie, donc sans investissement, ont permis d'obtenir une réduction de consommation de l'ordre de 24%.

Des groupes de travail similaires, appliqués sur des équipements jugés stratégiques énergétiquement ont également permis des réductions de 10% à 50% selon les équipements.

Que diriez-vous de la norme ISO 50001 ? Sa prise en main, compréhension, application ?

La norme ISO 50001 est une norme d'opportunités. Elle est très proche, dans sa structure, des normes ISO 14001 et ISO 9001, ce qui en facilite la compréhension Système et son intégration aux organisations existantes dans les entreprises certifiées Qualité et/ou Environnement.

La difficulté principale réside dans la spécificité énergétique qui nécessite des connaissances basiques sur ce domaine, voire l'appel à des spécialistes.

C'est une norme qui nécessite la mise en place au minimum d'un couple expert Système / expert technique pour être mis en place de façon pertinente et efficace.

> « La similitude des normes ISO 50001, ISO 9001, ISO 14001 facilite grandement l'intégration des système. »

Comment gérez-vous l'intégration des systèmes Qualité, Environnement, Sécurité... ? Qui pilote cette intégration ?

La similitude des normes ISO 50001, ISO 9001, ISO 14001 facilite grandement l'intégration des systèmes. Pour prendre quelques exemples, la gestion des moyens de mesures est déjà en place avec l'ISO 90001 ; l'ISO 14001 a été l'occasion de développer la veille réglementaire ; la gestion des compétences et de la formation sont structurées pour répondre à ces 2 normes.

L'implication de notre coordinatrice des systèmes de management dès le début du projet nous a aidés à intégrer plus facilement l'ISO 50001 et le management de l'énergie dans nos processus existants.

Parlez-nous de votre métier : quelle formation avez-vous ? Pourriez-vous décrire une journée type ?

Je suis ingénieur généraliste en mécanique de formation. J'ai occupé différentes fonctions en méthodes, production, amélioration continue, qualité, sécurité. Je n'avais pas forcément d'expérience en énergie au moment de ma prise de fonction, mais des connaissances systèmes et projets.

En tant que responsable du service sécurité / environnement, mon activité quotidienne est fortement consacrée au management de la sécurité. Des bilans périodiques avec divers services permettent de s'assurer très régulièrement de l'avancement des projets en relation avec le management de l'énergie. Par ailleurs, la réalisation hebdomadaire d'un bilan des consommations par usage de la semaine précédente est également une occasion privilégiée pour identifier toute dérive, ou renforcer des messages d'encouragement de bonnes pratiques

Quelle est votre actualité du moment : sur quel(s) projet(s) travaillez-vous ?

Notre attention se porte actuellement sur la réduction de notre consommation d'air comprimé, en recherchant plus spécialement à réduire les utilisations inutiles lors des arrêts d'équipements.

BorgWarner

témoignages

LEGRAND, un engagement réaffirmé

Par Jean-Michel ROSSIGNOL, Responsable Environnement Groupe de Legrand

Dans le cadre de sa politique RSE, Le groupe Legrand est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de limitation de sa consommation d'énergie. Celle-ci a ainsi été réduite de près de 16% entre 2011 et 2014. La feuille de route 2014/2018 réaffirme cet engagement avec un nouvel objectif de baisse de 10% en 5 ans.

Une part importante du reporting environnement est consacrée au recensement des consommations d'énergie sur l'ensemble des sites du groupe. Ce sont plus de 90 sites dans 23 pays qui remontent au service Environnement Groupe les consommations d'énergie sous toutes ses formes. Au cours des dernières années, ce processus a gagné en rigueur et précision et depuis 2012, les données sont vérifiées et validées par les commissaires aux comptes avant leur publication dans le document de référence du Groupe.

« 88.5 % des sites appartenant au groupe depuis plus de 5 ans sont certifiés tierce partie. »

Management de l'énergie

Néanmoins, l'interprétation des évolutions des consommations d'énergie d'une année sur l'autre est souvent délicate. Paradoxalement, c'est en partie parce que Legrand n'est pas un groupe energo-intensif : ainsi ses activités industrielles les plus consommatrices d'énergie, comme la transformation des matières plastiques et des métaux, ont un poids relatif proche de celui des consommations d'énergie inhérentes à tout type de bâtiments (comme l'éclairage, le chauffage et la climatisation) naturellement soumises aux aléas climatiques. D'autre part, les variations des niveaux de production liées aux évolutions des marchés de Legrand brouillent également la situation. Au final, seule une analyse poussée des données et la mise en place d'indicateurs pertinents permet de mesurer la réalité de l'amélioration de la performance énergétique.

Les installations de Legrand en Europe concourent pour environ 50% à la consommation totale du groupe qui s'est élevée à 445 GWh en 2014. Un travail important ayant déjà été mené pour l'amélioration de la performance énergétique des sites concernés, les progrès y sont nécessairement plus difficiles aujourd'hui.

Dans ce contexte la direction générale du Groupe a décidé d'aller au-delà des obligations de la directive européenne 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique - la réalisation d'audits énergétiques sur les sites les plus importants - et d'engager un projet de déploiement d'un système de management de l'énergie (SMEn) construit sur le socle du reporting RSE et de la certification ISO 14001 (88.5 % des sites appartenant au groupe depuis plus de 5 ans sont certifiés tierce partie).

L'objectif est de compléter le reporting environnement par un processus de pilotage de la performance énergétique s'appuyant sur les systèmes locaux de management de l'environnement des sites qui portent depuis de nombreuses années les actions d'amélioration.

Atteindre cet objectif implique, entre autres, la définition d'une politique énergétique, une méthodologie commune pour la détermination des usages énergétiques significatifs (UéS) de chaque site, un programme de formation pour les acteurs en lien avec les UéS, la formation d'un corps d'auditeurs internes ISO 50001, une sensibilisation de l'ensemble du personnel.

Démarche beaucoup plus spécifique à Legrand, il s'agit aussi de mettre à profit l'ensemble des offres que le Groupe propose au marché pour la mesure de l'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique et de transformer ainsi les sites du groupe en démonstrateurs grandeur réelle à proximité directe des équipes de R&D.

Bureau Veritas a accompagné Legrand dans la création des outils (manuel ISO 50001, outil de reporting avancé et de détermination des UéS, actions de formation, dépliants de sensibilisation déclinés en 6 langues) et leurs déploiements sur les 25 sites du groupe figurant dès 2015 dans le périmètre de certification. Au total ces sites représentent 80% de la consommation totale du groupe en Europe et couvrent l'ensemble des activités de Legrand dans 7 pays d'Europe à savoir la R&D, la production, la logistique et les activités administratives et commerciales présentes au siège social du groupe à Limoges.

La phase projet aura duré environ un an et grâce à la mobilisation des acteurs dans les 25 sites et dans l'organisation corporate, la certification officielle est attendue dans les tous prochains jours.

Évolutions des normes ISO 9001 et ISO 14001

"L'ISO 9001 est l'outil le plus utilisé à travers le monde pour piloter son organisation avec plus de 1,2 million de certificats délivrés. Il constitue un socle pour s'assurer que les besoins de ses clients (ou usagers) sont bien pris en compte et qu'on sait y répondre de manière adaptée et pérenne. Aujourd'hui, la norme ISO 9001 évolue. L'objectif de la révision est de faire en sorte que l'ISO 9001 continue à servir la compétitivité des entreprises, en intégrant les meilleures pratiques sur lesquelles les utilisateurs du monde entier s'accordent.
Première norme sur le management de l'environnement, l'ISO 14001 est quant à elle particulièrement appréciée pour son aspect opérationnel. Adoptée par plus de 250 000 utilisateurs certifiés dans 155 pays, la norme ISO 14001 évolue en 2015 pour prendre en compte l'évolution des marchés et des attentes de la société. Amélioration de la performance environnementale, intégration des parties prenantes externes, priorisation des risques, définition des enjeux… la nouvelle version de la norme confirme ses fondamentaux mais explore de nouvelles voies." *(Source : AFNOR)*

Les organismes certifiés ont désormais moins de trois ans pour faire évoluer leur système de management en s'appropriant les versions 2015 des normes renouvelées.

Pour vous aider à y voir plus clair, nous avons recensé les principaux publications et outils sortis ces deux derniers mois sur le sujet…

Au cœur de l'ISO 9001:2015 - Une passerelle pour l'excellence

Auteur(s) : M. Bazinet, D. Nissan, J.-M. Reilhac
Parution : septembre 2015
Nombre de pages : 184 p.

Avec la publication de la nouvelle version de la norme ISO 9001, " Systèmes de management de la qualité - Exigences " , une nouvelle étape est franchie. En partant des origines et au gré des évolutions, ce livre aide à mieux comprendre et à disposer des clés de lecture pour que les organismes puissent mieux se positionner sur le chemin de l'excellence. Cet ouvrage plonge véritablement au coeur de la nouvelle norme ISO 9001 - version 2015. Il en analyse le contenu et les évolutions dans une démarche pragmatique et didactique placée sous le signe de la simplicité et de la pédagogie. Comme fil rouge, l'ouvrage propose un voyage au coeur de la réalisation du véritable défi que représente la publication de ce texte universel applicable par tous, pour tous, et partout sur la planète, illustré par des études de cas porteurs de sens. A chaque lecteur de construire le chemin à suivre pour une mise en place facile et efficace d'un système de management de la qualité au service de la conformité des produits et des services, et de la satisfaction des clients.

10 clés pour réussir sa certification ISO 9001:2015

Auteur(s) : C. Pinet
Date de parution : octobre 2015
Nombre de pages : 194 p.

La nouvelle version 2015 de la norme internationale ISO 9001 vient de sortir. Elle était très attendue, ne serait-ce que parce qu'elle adopte aujourd'hui la structure " de haut niveau " commune à toutes les normes de systèmes de management. Claude Pinet, dans cette nouvelle édition de son " classique ", a largement pris en compte cette évolution ainsi que les nombreuses innovations apportées par la nouvelle version d'ISO 9001. Cet ouvrage propose donc, à l'aide d'une méthodologie dénommée " Méthode 7 S (ou 7 Steps) ", de préparer sa certification ISO 9001 : 2015 en 7 étapes : initialisation, planification, conception du système de management de la qualité (SMQ), mise en place du SMQ, audit à blanc, audit de certification et suivi. 10 clés, 15 fiches techniques : en toute clarté, avec une remarquable maîtrise, Claude Pinet conduit à la certification, et surtout à la compréhension en profondeur de la norme ISO 9001 : 2015.

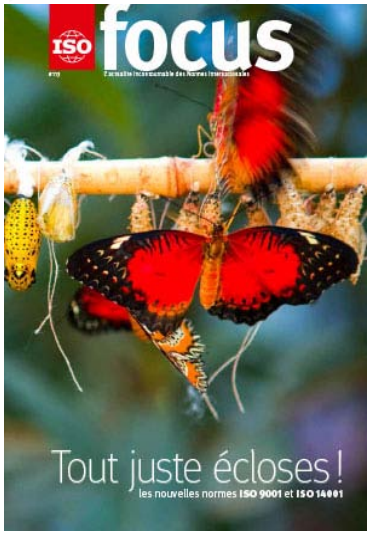
Tout juste écloses !
Les nouvelles normes ISO 9001 et ISO 14001

ISOfocus de Novembre-Décembre 2015

Pour se hisser à la première place et garder leur avance, les organismes ont besoin d'un système de management qui leur permette de proposer les meilleurs produits et services du marché. Les normes ISO 9001 et ISO 14001, relatives respectivement au management de la qualité et au management environnemental, sont les piliers d'une stratégie fructueuse.

Ce numéro d'ISOfocus présente les toutes dernières perspectives sur ISO 9001:2015 et ISO 14001:2015. Des experts du secteur livrent des informations et des conseils sur les versions révisées de ces normes de systèmes de management (NSM).

A télécharger gratuitement sur : http://www.iso.org/iso/fr/iso_magazines



OUTILS

INDIKO, outil de benchmark sectoriel, participatif et gratuit pour la performance environnementale

Le groupe AFNOR vient de dévoiler un outil gratuit, pour mesurer et comparer ses performances environnementales. Mis à disposition de toutes les entreprises et collectivités, il permet de faire un état des lieux, dans 6 domaines : les déchets, l'air, l'eau, l'énergie, la biodiversité et le management environnemental.

Les données enregistrées avant le 29 janvier 2016 seront analysées et restituées en février 2016, sous forme d'un rapport personnalisé et confidentiel. Les résultats seront accessibles en temps réel par la suite.

Le participant peut comparer ses résultats avec les moyennes d'autres entreprises dans 26 secteurs identifiés. En sachant que plus de 150 entreprises l'ont déjà testé, plus nombreux seront les participants, plus les données de benchmark seront représentatives.

http://indiko.afnor.org

ISO 9001 : 2015, un outils gratuit pour évaluer les écarts

Nous saluons le travail du Cabinet conseil EURO-SYMBIOSE qui met à disposition des organisations l'outil « gap analysis tool » pour les aider à identifier les écarts entre leur actuel SMQ et les exigences de la version 2015 de l'ISO 9001.
Cet outil permet de :
- Identifier les différences entre son système actuel et l'ISO 9001:2015
- Déterminer le niveau de complexité de son plan de mise à niveau de son SMQ
- Comprendre comment l'ensemble de ses processus sont interdépendants aux travers des exigences de l'ISO 9001:2015
- Conduire une séance de travail en s'appuyant sur une approche multidisciplinaire
- Planifier son projet de mise en conformité de son SMQ.

L'objectif est de permettre à l'entreprise de déterminer « la hauteur de la marche » à gravir pour répondre aux nouvelles exigences de l'ISO 9001:2015.

http://www.euro-symbiose.fr/outil-ecart-ISO-9001/telechargement.php

La qualité 2015 c'est facile ! - Comprendre les évolutions de la norme AFNOR NF EN ISO 9001

Auteur(s) : Y. Mougin
Date de parution : octobre 2015
Nombre de pages : 442 p.

La norme phare de la qualité, ISO 9001, vient de connaître une révision importante, à la fois en termes de contenu et de structure, puisqu'elle obéit maintenant à la structure dite "de haut niveau" mise en place pour toutes les normes de système de management. Yvon Mougin a donc repris son bâton de pèlerin pour réviser entièrement son grand classique sur la mise en oeuvre de la qualité. Il n'a rien perdu de sa pertinence, ni de son humour. Ce livre a un objectif simple. Il veut démontrer que la qualité est utile et indispensable pour les organismes de tous poils, qu'ils soient publics ou marchands, entreprises de production ou de services, commerces, administrations, collectivités territoriales, associations, établissements sanitaires ou sociaux, etc. Il veut démontrer que la qualité servira à les rendre plus efficaces et qu'elle les aidera à mieux jouer leurs rôles économique et social.

Management stratégique et management de la qualité - Les apports de la version 2015 de la norme NF EN ISO 9001

Auteur(s) : F. Roesslinger, D. Siegel
Date de parution : septembre 2015
Nombre de pages : 182 p.

Les exigences de cette révision 2015 de la norme ISO 9001 créent des liens forts entre management de la qualité et stratégie de l'entreprise. En les considérant comme de véritables opportunités, la mise en place d'un système de management de la qualité apparaît désormais comme une chance pour élaborer et déployer sa stratégie de manière pragmatique et efficace. Cet ouvrage, fruit de la collaboration entre un praticien de terrain et un universitaire, utilise les ressources de la recherche-action, et propose ainsi une approche originale qui rendra l'exercice stratégique accessible à toute entreprise désireuse de se conformer à la norme SO 9001. Le croisement des expériences universitaires et industrielles est en effet un atout décisif pour concevoir un modèle efficace. Ce livre, à la fois pédagogique et pratique, est construit en 4 parties : Le management de la qualité ; La stratégie d'entreprise ; Une stratégie pour le SMQ ; Le management de la qualité, levier d'action stratégique.

Au cœur de l'ISO 14001:2015 - Le système de management environnemental au centre de la stratégie

Auteur(s) : L. Vaute, M.-P. Grevêche
Date de parution : septembre 2015
Nombre de pages : 426 p.

Le nouveau texte permet une meilleure compréhension générale des enjeux importants susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et le développement de l'entreprise, ainsi qu'un accroissement de la transparence dans les pratiques environnementales et un renforcement des relations avec les parties prenantes.

Comme la norme ISO 9001, dont la révision 2015 paraît simultanément, la norme ISO 14001 suit désormais la structure « de haut niveau » impulsée par l'ISO, commune à toutes les normes de systèmes de management. Cette évolution va permettre une intégration plus efficace encore pour les entreprises.

Le livre de Loetitia Vaute et Marie-Paule Grevêche est l'indispensable compagnon des organisations soucieuses du management de l'environnement : il analyse point par point toutes les évolutions du texte et leurs implications, compare les deux dernières versions et propose de nombreux exemples et retours d'expériences. Il prend également en compte les indispensables aspects réglementaires de façon exhaustive. Enfin, il propose un véritable guide en 10 étapes, assorti de méthodes et d'outils éprouvés et rigoureux.

Restez connectés à l'actualité
Qualité Performance

Chaque mois, recevez l'essentiel de l'actualité dans votre boîte mail :
CLIQUEZ POUR VOUS INSCRIRE

échange DIGITAL
N°30 - NOV. 2015
La newsletter de Qualité Performance.org

Restez informés au quotidien :
CLIQUEZ POUR NOUS SUIVRE

les PRIX QUALITÉ PERFORMANCE 2016

Rendez-vous le 27 janvier à Paris

PRIX FRANCE

PRIX DES BONNES PRATIQUES

PRIX DES ÉTUDIANTS

PRIX DU LIVRE

LES PARTENAIRES

FRANCE QUALITÉ PERFORMANCE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

DGE DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

BUREAU VERITAS Certification

afnor GROUPE

LE GROUPE LA POSTE

AIRFRANCE